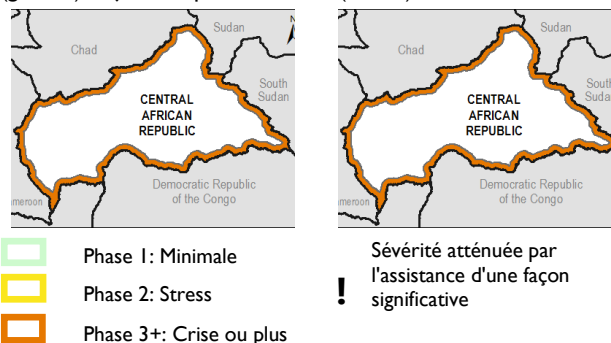


Une période pré-soudure marqué par une hausse atypique des prix des denrées de base

MESSAGES CLÉS

- La phase de Crise (phase 3 de l'IPC) persiste dans les zones touchées par le conflit, où les stocks alimentaires des ménages devraient s'épuiser tôt, le fonctionnement du marché reste compromis et les activités génératrices de revenus sont souvent perturbées par le conflit. La saison de soudure devrait commencer début mars.
- La situation de sécurité reste très préoccupante, avec un regain de conflit entre groupes armés et des conflits intercommunautaires attendues pendant le reste de la saison sèche. Bien qu'une partie de la population précédemment déplacée par les inondations soit rentrée chez elle, de nouveaux cas de déplacés internes se sont produits en janvier et février en raison du conflit à Vakaga et en Haute-Kotto. Par ailleurs, il y a nombreux rapports font état les destructions de champs liés aux mouvements des transhumants pendant la saison sèche.
- Au mois de février, les prix des denrées de base sont 30 à 50 pour cent élevés par rapport février 2019 dans la plupart des marchés de référence clés, ce qui continue de limiter le pouvoir d'achat des ménages pauvres. Les principaux facteurs sont les pertes localisées de production agricole, les perturbations régulières des flux d'approvisionnement alimentaire et du fonctionnement du marché, et la taxation illégale. La situation est aggravée par une maladie du manioc originaire de la préfecture de Kemo et des incendies pendant la saison sèche qui ont détruit des habitations et des greniers.

Résultats de la sécurité alimentaire estimés de février à mai 2020 (gauche) et juin à septembre 2020 (droite)



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC-compatible. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire. Pour les pays suivis à distance par FEWS NET, un contour coloré est utilisé pour représenter la classification de l'IPC la plus élevée dans les zones de préoccupation.

ZONE

ANOMALIES ACTUELLES

ANOMALIES PROJÉTÉES

Nationale

Malgré une baisse du conflit depuis l'accord de paix début 2019, une situation sécuritaire volatile persiste. En janvier et février, Vakaga et Haute-Kotto ont connu un regain de tensions entre les groupes armés et des tensions intercommunautaires qui ont déplacés les populations locales. En outre, les mouvements de transhumance saisonniers ont engendré des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Bien que certaines PDI touchées par les inondations soient rentrées chez elles, au moins 670 000 ont demeuré des déplacés en fin janvier (OCHA).

Les prix des denrées alimentaires sont restés élevés, allant de 30-50 pour cent au-dessus des prix enregistrés en février 2019 en raison de le faible approvisionnement dans les zones touchées par des maladies sur le manioc ou des inondations récentes, des perturbations des conflits sur le fonctionnement du marché, et des taxes illicites.

Une saison sèche plus chaude et plus sèche que la normale devrait augmenter les tensions entre les agriculteurs et les éleveurs pendant la période de migration de pointe du bétail jusqu'en avril.

La situation sécuritaire continuera d'être instable en raison de l'activisme des groupes armés pour le contrôle des ressources et des risques de tensions intercommunautaires. Des élections présidentielles, législatives et locales sont prévues pour décembre 2020 et début 2021, ce qui pourrait exacerber les tensions politiques et compliquer la mise en œuvre de l'accord de paix.

La dépendance des ménages sur les marchés pour acheter des produits alimentaires devrait s'accroître avec un début de la période de soudure en mars. Les prix des denrées resteront élevés jusqu'au moins au début de la prochaine récolte en juillet.

PERSPECTIVE PROJETÉE À SEPTEMBRE 2020

La situation sécuritaire a connu dans l'ensemble une amélioration en 2019 comparé aux années précédentes, même si elle reste volatile. Sur les sites et regroupements de PDI, les mouvements de populations sont restés globalement stables entre novembre et décembre. Toutefois, un regain de tension depuis décembre, notamment à Alindao, Birao et Bria a poussé plus de 13 500 personnes à se déplacer de nouveau. À Birao, en particulier, les conditions se sont détériorées en février malgré les négociations communautaires antérieures et malgré le renforcement des patrouilles des forces onusiennes (*MINUSCA*), alors que les groupes armés se disputent le contrôle de la ville et fomentent les affrontements intercommunautaires.

De plus, des conditions plus chaudes et plus sèches que la normale ont été observées en janvier et février, en particulier dans le sud. Habituellement, quelques pluies sont enregistrées entre janvier et février, mais ce n'est pas de cas cette année. La sécheresse exceptionnelle a provoqué plusieurs incendies, qui ont endommagé des habitations et des greniers. Les mouvements de transhumance se sont intensifiés à mesure que la saison sèche progressait, créant des conflits avec les populations locales en lien avec les dommages causés par les mouvements de bétail à travers les champs de cultures. La sécheresse a affecté aussi négativement la production de manioc, une culture pérenne, car la récolte du manioc du sol devient plus difficile lorsque le sol est sec. En outre, la production de manioc a été réduite par la maladie de la mosaïque du manioc à Kemo et dans les préfectures environnantes, ce qui suscite des inquiétudes quant à l'augmentation des prix du manioc et à la disponibilité réduite de boutures de manioc pour les semis.

Bien que la récolte 2019 des principales cultures de base et de rente ait été supérieure à la moyenne quinquennale, les ménages pauvres devraient devenir de plus en plus dépendants de l'achat de nourriture sur le marché au cours de la prochaine période de soudure, qui débutera tôt dans le sud en mars. La dépendance du marché et la vulnérabilité aux prix élevés des denrées alimentaires sont globalement élevées. Les résultats de l'enquête ENSA montrent que 53 pour cent des ménages restaient dépendant des marchés pendant les récoltes d'octobre/novembre. L'approvisionnement des marchés est faible dans plusieurs sous-préfectures en raison pertes locales dues aux inondations (Bangui, Mobaye, Alindao et Zémio), à la maladie de manioc (Bangassou, Kemo, Ombella-M'poko, Ouham), aux conflits entre agriculteurs et éleveurs (Paoua, Ndélé, Berberati, Kaga-Bandoro et Bangassou), et aux exactions menées par des groupes armés (Bria, Birao, Alindao, Bambari).

Selon les informations des informateurs clés, les prix des denrées de base sont généralement restés atypiquement élevés tout au long de la période post-récolte et devraient augmenter pendant la période de soudure. En février, les hausses de prix suivantes ont été observées par rapport à février 2019 sur les marchés de référence de Bambari, Bangui, Berberati, Bangassou, Kaga-Bandoro, Ndélé, Paoua et Bria : environ 50 pour cent pour le manioc, 25-50 pour cent pour le maïs, 20-50 pour cent pour le riz, 40-50 pour cent pour le haricot, et 30-50 pour cent pour le sorgho et l'huile de palme locale. Outre les pertes locales de production, les taxes illicites et élevés imposés par les groupes armés contribuent aussi à l'augmentation des prix. À Bambari par exemple, des prélèvements sont imposés sur la vente de produits agricoles et d'animaux (allant souvent à 25000 XAF par bovin vendu), sur les commerçants et gérants de boutiques et sur les habitations.

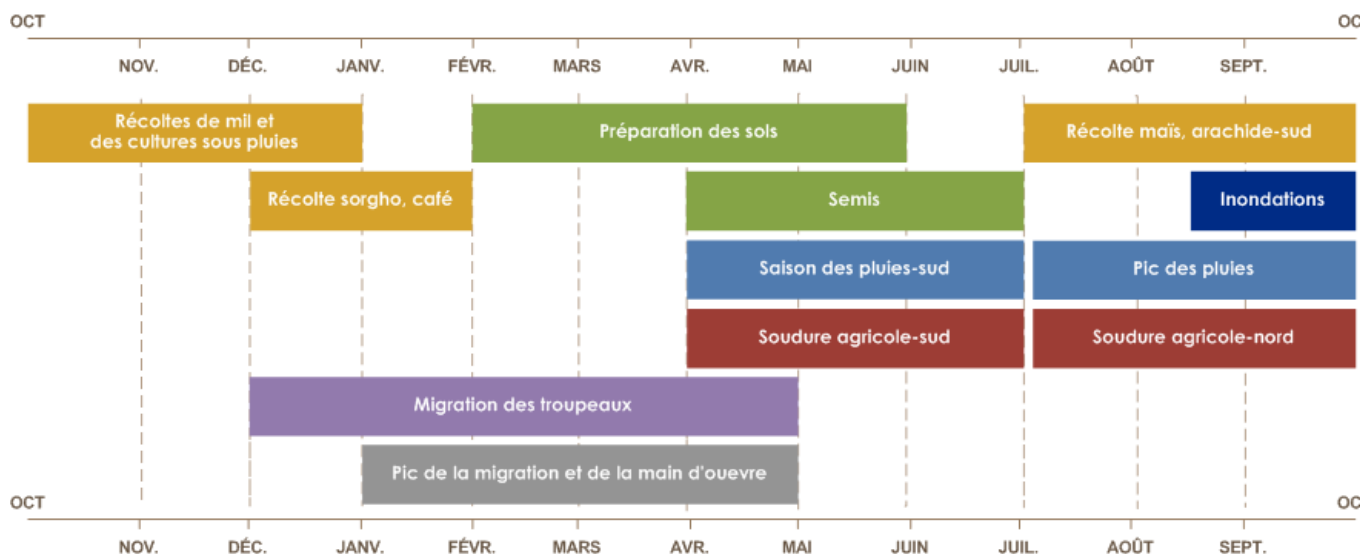
Cependant, les tendances des prix sont plus dynamiques dans les zones ciblées pour l'aide alimentaire. Les informations fournies par des informateurs clés indiquent que l'aide alimentaire a joué un rôle dans la stabilisation des prix des denrées de base sur les marchés de Zemio, Obo et Bozoum, où les réductions de prix par rapport à février 2019 sont de 30 pour cent pour les haricots, 55 pour cent pour l'huile comestible et 50 pour cent pour le manioc. D'un autre côté, le comportement spéculatif des commerçants peut entraîner la hausse des prix sur les marchés locaux pendant les périodes de paiement des transferts monétaires sont émis aux bénéficiaires.

De nouvelles informations disponibles auprès du PAM, du OCHA et d'autres acteurs humanitaires indiquent que la fourniture de l'aide alimentaire s'est poursuivie depuis novembre à des niveaux plus élevés que ceux signalés précédemment mais toujours **bien en deçà des niveaux prévus**. Par exemple, l'assistance n'a atteint qu'environ 50 pour cent des bénéficiaires prévus en décembre en raison du manque de ressources ou de l'insécurité. L'aide alimentaire a été livrée par avion à certaines localités difficiles d'accès humanitaire ; dans d'autres cas, les livraisons ont eu lieu par camion, malgré la dégradation difficile des routes et l'insécurité. À Birao, par exemple, environ 25 000 PDI et membres de la communauté d'accueil **ont reçu une ration de 3 mois en janvier**. En outre, le Groupe Cash en RCA a signalé que les programmes de transferts monétaires de plus en plus développés, et cette modalité a atteint un tiers de tous les bénéficiaires ciblés pour la sécurité alimentaire et d'autres programmes d'assistance en 2019. On estime que **570 000 personnes ont reçu les transferts monétaires en 2019**, équivalent à environ 44 USD / personne pour l'année. Les transferts ont touché entre 20 et 67 pour cent de la population de Kaga-Bandoro, Bocaranga, Paoua, Bria, Bouar, Berberati, Batangafo et Kouango, bien que les montants mensuels soient faibles.

De février à septembre, les résultats de la Crise (phase 3 de l'IPC) devraient prévaloir pendant la saison de soudure dans les zones touchées par le conflit dans l'est et le sud-est, notamment à Vakaga, Ouaka, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou et Haute-Mbomou. Dans ces régions, la disponibilité des aliments sera faible, car les stocks alimentaires des ménages et des marchés diminueront tout au long de la saison de soudure, tandis que l'accès aux aliments devrait rester limité par les prix élevés des denrées alimentaires et l'impact de l'insécurité sur les activités des moyens d'existence et l'accès physique aux marchés. Bien que l'aide alimentaire et la disponibilité d'aliments sauvages soient susceptibles de réduire les écarts importants de consommation alimentaire, la livraison de l'aide alimentaire devrait être de plus en plus irrégulière après le début de la saison des pluies en avril. Dans ces zones d'exploitation minière artisanale et de forte présence de PDIs, les PDIs sur les sites, les victimes des inondations et les ménages pauvres resteront les populations les plus préoccupantes.

Pendant ce temps, la phase Stress (Phase 2 de l'IPC) sont attendus dans les préfectures centrales et du sud, où les stocks alimentaires sont relativement plus disponibles et l'insécurité plus faible, permettant un plus grand engagement dans les activités de subsistance typiques et un meilleur accès humanitaire. Les ménages pauvres pourront tirer quelques nourritures et revenus issus de la production maraichère ou de potagers de légumes entre février et juin. Toutefois, le marché demeurera la principale source pour l'accès aux aliments de base. A partir de juillet, les disponibilités dans ces zones vont s'améliorer avec le flux entrant des récoltes en vert à partir des préfectures voisines de l'ouest et du Cameroun. Dans les préfectures de l'ouest plus calmes et où la pratique de l'agriculture est plus développée et représente près de 50 pour cent de la production nationale de manioc et de maïs, les stocks des ménages peuvent encore durer un mois. La plupart des ménages sont plus susceptibles de rester en sécurité alimentaire, car ils devraient être engagés dans des activités agricoles typiques en 2020 et leur dépendance des marchés restera typique en attendant les récoltes en vert au mois de juillet.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNEE TYPIQUE



Source: FEWS NET

A PROPOS DU SUIVI À DISTANCE

Dans le suivi à distance, un coordinateur travaille d'un bureau régional avoisinant. En comptant sur les partenaires pour les données, le coordinateur applique l'approche de développement des scénarios pour faire l'analyse et élaborer les rapports mensuels. Comme les données peuvent être moins disponibles que dans les pays avec des bureaux de FEWS NET, les rapports de suivi à distance peuvent montrer moins de détail. Pour en savoir plus sur le travail, veuillez consulter [cliquez ici](#).